

OWKOSHI, A. et WOHLGEMUTH, L., dir., *A Road to Development : Africa in the 21st Century*. Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet, 1995, 84 p.

André Joyal

Volume 26, numéro 4, 1995

Multilatéralisme et sécurité régionale

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703537ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703537ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Joyal, A. (1995). Compte rendu de [OWKOSHI, A. et WOHLGEMUTH, L., dir., *A Road to Development : Africa in the 21st Century*. Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet, 1995, 84 p.] *Études internationales*, 26(4), 867-869.
<https://doi.org/10.7202/703537ar>

voit bien ce qu'est aujourd'hui la représentation par les États-Unis du rôle de la guerre ; on voit moins la variété des fonctions que les acteurs internationaux peuvent donner à la force militaire. Enfin, on peut regretter le peu de cas attribué par la puissance navale aux opérations terrestres, soit durant la Seconde Guerre, soit dans le cadres des guerres révolutionnaires ou des guérillas jusqu'à leurs éventuels développements urbains (Beyrouth). Il est vrai que ces guerres limitées semblent décidément devoir être confiées aux forces régionales des « alliés ».

Dans l'importante réflexion qui s'ouvre aujourd'hui sur le rôle de la force militaire pour les entités politiques du prochain millénaire, on a là un point de vue des États-Unis, actuel et argumenté, d'autant plus utile qu'on en conteste l'universalité.

André BRIGOT

*École des hautes études
en sciences sociales, Paris*

DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE INTERNATIONALE

A Road to Development: Africa in the 21st Century.

OLUKOSHI, A. et WOHLGEMUTH, L., dir.
*Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet,
1995, 84 p.*

Où va l'Afrique ? Finira-t-elle par vraiment bien partir ? C'est ce à quoi cherche à répondre un groupe de dix auteurs africains, universitaires et chercheurs spécialisés sur les questions politiques. Ceux-ci ont dû faire la preuve d'un bon esprit de synthèse pour présenter l'essentiel de leur réflexion en quelques pages. C'est tout

d'abord à l'occasion d'une rencontre à Uppsala (Suède) en octobre 1994 qu'ont eu lieu les premiers échanges sur le devenir de l'Afrique. L'intérêt soulevé a suscité l'idée de publier les principales idées sous la forme d'un petit ouvrage.

À l'origine de cette initiative, le Nordiska Afrikainstitutet, créé il y a plus de trente ans, est l'un des plus importants centres de recherche sur l'Afrique parmi les pays nordiques. Son directeur, L. Wohlgemuth, précise en introduction que l'intention à la base de cette rencontre repose sur une volonté d'établir un dialogue avec les leaders d'opinion du continent africain.

D'entrée de jeu, l'un des deux responsables de cette publication, A. O. Olukoshi du Nigerian Institute of International Affairs, engage la discussion en s'interrogeant sur la possible existence d'une vision optimiste de l'avenir de l'Afrique. À ses yeux, la réponse à cette interrogation dépend du cadre politico-économique dans lequel les énergies créatrices pourront s'exercer dans la recherche du développement et de la démocratie. En fait, l'auteur ne cesse de soulever des questions comme s'il souhaitait obtenir une réponse de la part de ceux à qui il s'adresse. Est-ce que le pluralisme politique doit nécessairement passer par le multi-partisme ? Est-ce que le multipartisme convient bien à l'Afrique ? Étant donné que la plupart des pays comprennent plusieurs ethnies fortement incitées à se faire représenter par un parti en particulier, on devine l'éparpillement et le tiraillement qu'il peut en résulter. Les difficultés de trouver les bonnes réponses n'empêchent pas l'auteur de

présenter ses collaborateurs sous l'angle de l'optimisme. Un optimisme qui s'explique par la présence d'une volonté très forte de changement. Les différents gouvernements devront apprendre à composer avec une population de plus en plus avide de participer aux décisions qui ont une incidence sur leur vie quotidienne.

La contribution de C.D. Jebuni intitulée *A Road to Development* à l'intérieur de la section consacrée aux réformes économiques s'avère particulièrement intéressante. Ce professeur d'économie de l'Université du Ghana présente une vision composée de quatre éléments : 1 – la mise en place d'une économie diversifiée et flexible en mesure d'absorber les chocs externes ; 2 – une attention particulière à l'insertion des populations appartenant aux couches les plus défavorisées ; 3 – le développement d'un secteur privé compétitif ; 4 – une diminution de l'implication de l'État dans les activités productrices. Nonobstant le point 3, on croirait être en présence d'un programme politique d'un pays industrialisé... À vrai dire, plusieurs thèmes traités dans cet ouvrage ne devraient pas surprendre même les moins familiers avec la situation de l'Afrique. Ainsi, comme stratégie économique, pour l'Afrique comme ailleurs, l'incapacité des gouvernements centraux de favoriser un développement égalitaire force la décentralisation et l'octroi de pouvoirs aux populations locales.

L'une des contributions les plus intéressantes est peut-être due au fait qu'avec ses seize pages, son auteur, I. Wallerstein, a bénéficié d'une marge de manœuvre que n'avaient pas les

autres collaborateurs. Ce professeur de sociologie de la Suny (New York) dresse un tableau d'ensemble à travers l'histoire récente de l'Afrique. La prise en compte des deux grandes idéologies dominantes jusqu'à récemment (le libéralisme et le marxisme-léninisme) sert à départager l'influence exercée d'une part par les États-Unis et l'ex-URSS d'autre part. Une curieuse allusion au cycle long de Kondratief que l'auteur n'a pas cru bon de définir, sert à expliquer une partie des difficultés économiques vécues depuis 1968. Le choc pétrolier de 1973 ne fera qu'ajouter son poids aux problèmes que l'on connaît. Autant de considérations qui conduisent l'auteur à identifier quatre problèmes auxquels fait face l'Afrique. Les deux premiers se rattachent à la disparition des mouvements nationaux de libération qui ont apporté avec eux les possibilités de mobilisation des masses. Le troisième se rapporte à la désintégration des structures étatiques alors que le quatrième nous est rendu familier par les médias : l'effondrement des infrastructures physiques et l'expansion des épidémies. Ces facteurs conduisent l'auteur à tempérer l'optimisme des autres collaborateurs en évaluant à 50 % les chances que l'Afrique réussisse un nouveau départ.

La prise en considération des différentes contributions à ce petit ouvrage aidera le lecteur à se faire une opinion afin de dégager si le verre est à moitié vide ou à moitié plein. Quant à l'auteur de ces lignes, son scepticisme demeure. Mais qui sait, si, par exemple, dans un pays comme le Zaïre, (puisque Mobutu n'est plus en mesure de nuire) on ne trouvera

pas d'ici peu ce nouveau dynamisme qui caractérise la Chine d'aujourd'hui ?

André JOYAL

*Département d'économie
Université du Québec à Trois-Rivières, Canada*

Uncommon Opportunities. An Agenda for Peace and Equitable Development. The Report of the International Commission on Peace and Food.

SWAMINATHAN, M.S. *London (Engl.), Zed Books, 1994, 224 p.*

Ce livre est le produit des conclusions et recommandations des six groupes de travail de la cinquième et dernière plénière de l'International Commission on Peace and Food qui s'est tenue à Atlanta en octobre 1993. Tout au long du volume, les auteurs essaient d'établir un lien entre les thèmes étudiés (paix, stabilité sociale, désarmement, démocratie et environnement) et les situations prédominantes dans le monde : la transition économique dans les pays de l'Est, l'emploi en Occident et l'élimination de la pauvreté et la stabilisation de la population dans les pays en développement.

Les chapitres de 2 à 7 inclusive-ment traitent chacun d'un thème particulier. Le lecteur est projeté d'emblée en l'an 2005 avec une liste des changements possibles d'ici là (ch. 2). Ces changements exigent surtout une nouvelle vision du monde, de nouvelles attitudes sur ce qui peut et doit être fait et un effort collectif. Après un siècle de progrès technologiques, il importe de redécouvrir que les personnes – individuellement et collectivement – sont la ressource première de notre développement.

La paix est vue comme la base et la condition essentielle de tout développement (ch. 3). On recommande que les Nations Unies considèrent la guerre comme un crime contre l'humanité et interdisent la possession et l'usage de toute arme nucléaire de même que de missiles balistiques. Mais la paix est aussi menacée par les armes de moindre calibre, la drogue, le crime et le terrorisme. Pour répondre à ces deux situations on suggère 1) une armée mondiale qui consisterait en une force internationale de la paix et 2) l'utilisation des ressources militaires pour remédier aux autres menaces à la sécurité.

Le chapitre 4 traite du plein emploi qu'on croit possible car le taux élevé de chômage est le résultat de politiques qui peuvent être changées. Les auteurs affirment que le fait de reconnaître le droit de chaque citoyen à l'emploi est la base essentielle et la stratégie la plus efficace pour susciter la volonté politique nécessaire à la création d'emplois pour tous. Ici encore, il s'agit d'un changement dans les valeurs. En suggérant la création d'emplois dans les pays et les régions défavorisés, on croit stimuler du même coup l'emploi dans les pays développés.

Après l'emploi pour tous, on demande la nourriture pour tous (ch. 6). Ici, on suggère la création d'emplois agricoles, ce qui semble aller à l'encontre de l'expérience des pays industrialisés. On considère toutefois que, là où la majorité de la population est rurale, c'est la meilleure stratégie pour créer des emplois, accroître les revenus et résoudre le problème de la faim. D'ailleurs, cette stratégie a été efficace dans quelques pays d'Asie.